

LE TEMPS

8 mai 1945 Vendredi 08 mai 2015

Marc Perrenoud: «La neutralité était très mal perçue par les Alliés»

Par Propos recueillis par Denis Masméjan

Le jour de la victoire, les Suisses sont en liesse, mais le Conseil fédéral doit jouer une partie difficile. Le pays est en butte aux critiques des vainqueurs. Interview de l'historien Marc Perrenoud

L'historien Marc Perrenoud a été le conseiller scientifique de la Commission Bergier. Il occupe actuellement la même fonction pour les Documents diplomatiques suisses, vaste projet d'édition des sources officielles de la politique étrangère helvétique. A l'occasion du 70e anniversaire du 8 mai 1945, les Documents diplomatiques ont mis en ligne un dossier contenant des informations clés pour comprendre la situation de la Suisse à l'époque, dont une intervention particulièrement éclairante de Max Petitpierre, le chef du Département politique fédéral, datée du 23 mai 1945 (dodis.ch).

Le Temps: Comment réagit la population à l'annonce de la capitulation allemande?

Marc Perrenoud: C'est un soulagement, une grande joie. Les Suisses descendent dans la rue, le pays est en fête. En même temps, dans son message officiel, le Conseil fédéral appelle la population à célébrer cette journée «en toute modestie et avec dignité».

– Pourquoi?

– Parce que le Conseil fédéral a conscience que les privations que les Suisses ont endurées sont sans commune mesure avec les souffrances subies par les peuples entraînés dans la guerre.

– Dans quel état d'esprit se trouvent les autorités?

– Elles savent que la Suisse est sous le feu des critiques des vainqueurs. Elles sont conscientes que la neutralité et les relations en particulier économiques conservées jusqu'au bout avec le Reich sont très mal perçues par les Alliés. Ceux-ci ont été furieux d'apprendre qu'en avril encore, la Banque nationale a accepté de l'or de la Reichsbank qui se trouvait à Constance.

– Les Suisses sont-ils conscients que la capitulation allemande n'est pas simplement la fin de la troisième guerre européenne depuis 1870?

– Oui, je crois que les gens comprennent que ce qui s'est passé est spécifique. La population découvre avec horreur la réalité atroce des camps d'extermination et constate l'ampleur exponentielle du nombre de victimes civiles du conflit.

– Depuis quand les autorités suisses ont-elles compris qu'elles devraient rendre des comptes aux Alliés?

– Avant même la fin des hostilités. En mars 1945 déjà, le Conseil fédéral a dû signer à Berne avec une délégation alliée emmenée par l'Américain Lauchlin Currie des accords sur une série de problèmes, de

l'or nazi aux biens pillés en passant par les livraisons d'armes à l'Allemagne et le transit de marchandises. Les concessions que la Suisse doit se résoudre à faire vont «à l'extrême limite de ce qui est encore compatible avec la neutralité», dira le Conseil fédéral. Mais elles sont considérées comme nécessaires pour préserver les chances de la Suisse et de son économie dans l'après-guerre. Les discussions se poursuivront et aboutiront à l'Accord de Washington en mai 1946. Grâce au paiement de 250 millions de francs pour la reconstruction de l'Europe, la Suisse est radiée de la liste noire des Alliés.

– Elle s'en sort bien?

– Oui. William Rappard [à l'époque négociateur pour la Suisse, ndlr] qualifiera cet accord de «miracle diplomatique».

– Cela suffit-il à calmer les Etats-Unis?

– Les critiques atteignent leur apogée en 1945 et vont s'atténuer au fur et à mesure que la Guerre froide s'accroît. Il faut dire aussi que l'équipe de Truman se montre plus compréhensive envers la Suisse que celle de Roosevelt, qui meurt en avril 1945.

– Comment les critiques alliées ont-elles été ressenties par la Suisse?

– Il y a eu une certaine incompréhension. Les exigences alliées sont considérées comme exorbitantes, mais les Suisses comprennent qu'il n'est pas possible de faire autrement. Dans un rapport de mars 1945 sur le résultat des négociations «Currie», le diplomate Etienne Junod, futur président du Vorort – et du conseil d'administration du Journal de Genève –, décrira les revendications américaines comme un «véritable plan de guerre économique». Petitpierre, lui, parlera d'«impérialisme» des Etats-Unis, mais il dira aussi que ce sont eux qui ont gagné la guerre et qu'il faut leur en garder une certaine reconnaissance.

– Max Petitpierre est l'homme de la neutralité active et solidaire. A-t-il inventé ce concept?

– Pas tout à fait. En 1944, on trouve déjà l'expression de neutralité-solidarité dans des documents de l'administration. Mais c'est lui qui porte l'idée dès son arrivée au Conseil fédéral en février 1945. Il appuie des efforts pour les victimes de la guerre et l'accueil de réfugiés.

– Quelle est son analyse?

– Il est parfaitement conscient de la position difficile dans laquelle se trouve la Suisse et mènera une politique qui changera beaucoup par rapport à l'attitude de Marcel Pilet-Golaz [prédécesseur de Max Petitpierre à la tête de la diplomatie suisse, critiqué pour son attitude à l'égard de l'Allemagne nazie, ndlr] Fin mai 1945, Petitpierre relève que rien ne doit être négligé par la Suisse pour justifier sa politique de neutralité. L'un de ses axes sera l'action humanitaire. Il insiste aussi sur l'incertitude de la situation internationale; il dit qu'on va peut-être au-devant d'une nouvelle guerre. La conséquence qu'il en tire est que la Suisse ne peut pas adhérer aux Nations unies. Pour lui, il faut montrer que la neutralité suisse est dans l'intérêt de toute l'Europe, comme en 1815, et même de l'ensemble du monde.

– En 1986, le même Max Petitpierre soutiendra l'adhésion à l'ONU. Pensez-vous qu'il aurait pu défendre une autre position après la guerre déjà?

– Non. Il n'y avait politiquement aucune possibilité de faire changer d'avis la majorité très sceptique après les échecs de la Société des Nations. Certains historiens soutiennent qu'il aurait pu se montrer plus énergique. Mais je vois difficilement comment quelqu'un même de très énergique aurait pu

surmonter les réticences exprimées en 1945.

– La neutralité suppose de rétablir des relations avec l'URSS...

– C'est une priorité de Max Petitpierre. Pour lui, la reprise des relations diplomatiques est indispensable pour la crédibilité de la neutralité. La Suisse est alors pratiquement le seul Etat n'appartenant pas aux pays de l'Axe à ne pas en avoir. Mais Staline se méfie de la Suisse, qu'il soupçonne d'être impliquée dans les tentatives des Allemands de négocier une paix séparée avec les Américains et les Anglais. En 1945, la situation est tendue aussi parce que la propagande soviétique accuse la Suisse d'avoir maltraité les ressortissants russes qu'elle a internés pendant la guerre. Le Conseil fédéral fera diffuser un film de propagande pour démontrer que tel n'a pas été le cas.

– A part la neutralité, quelles traces durables la fin de la guerre va-t-elle laisser en Suisse?

– L'Etat social d'abord. On a tout fait pour éviter que la Seconde Guerre mondiale s'achève en Suisse comme la Première, par un grave conflit social. La recherche du consensus social et politique est un effet durable de 1939–1945. Ce sera l'AVS en 1947 et le renouvellement de la paix du travail. Un autre point va être déterminant: le secret bancaire, que la Suisse a défendu de manière décisive. Si toutes les exigences des Alliés avaient été acceptées, le secret bancaire aurait fini par devoir être levé. Il a été maintenu – surtout pour des raisons fiscales. Enfin, le franc suisse, qui devient en 1940 la monnaie internationale par excellence, reste durablement très demandé.

– Le 8 mai 1945, c'est aussi la répression sanglante des protestations à Sétif, en Algérie, les prémices de la guerre d'indépendance...

– Oui, mai 1945, c'est aussi les débuts de la décolonisation. Les services de Max Petitpierre, celui qui, plus tard, permettra les contacts secrets en Suisse entre le FLN et les émissaires du général de Gaulle, reçoivent un témoignage direct des événements. Le sous-directeur de la Compagnie genevoise des colonies suisses de Sétif, Gustave de Pourtalès, se trouvait à proximité de Sétif. Il adresse une lettre au consul général de Suisse dans laquelle il raconte sa frayeur et où, de manière extrêmement intéressante, il parle de la situation comme d'un «volcan mal éteint».

LE TEMPS © 2015 Le Temps SA